

<http://divergences.be/spip.php?article3471>



Pour un nouveau manifeste anarchiste contre la guerre

- Aujourd'hui - 2023 - Septembre 2023 -

Date de mise en ligne : jeudi 14 septembre 2023

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [FAI](#)

"Noi vogliamo che la società sia costituita allo scopo di fornire a tutti gli esseri umani i mezzi per raggiungere il massimo benessere possibile, il massimo possibile sviluppo morale e materiale ; noi vogliamo per tutti pane, libertà, amore, scienza." (E. Malatesta)

En ces mois où le drame de la guerre est de plus en plus porté à l'attention internationale par la crise en Ukraine, le thème de l'antimilitarisme devient de plus en plus d'actualité. Nous voyons que des lourdes critiques de notre antimilitarisme traditionnel sont venues de certains individus et groupes qui se déclarent anti-autoritaires, libertaires ou anarchistes, même avant l'invasion russe de l'Ukraine. Ces derniers mois, nous avons lu attentivement ces positions et nous pensons aujourd'hui qu'il nous faut clarifier notre point de vue.

Nos pensées vont d'abord à nos camarades qui, il y a plus d'un siècle, face au drame de la Première Guerre mondiale, ont senti le besoin d'affirmer que : "Nous devons déclarer aux soldats de tous les pays, qui croient de se battre pour la liberté et la justice, que leur héroïsme et leur valeur ne serviront qu'à perpétuer la haine, la tyrannie et misère" (International Anarchist Manifesto Against the War, 1915). Comme Goldman, Berkman, Malatesta, Schapiro et les autres, nous croyons nécessaire que la voix internationaliste et solidaire de l'anarchisme et ses principes de sororité et de fraternité universelle recommencent à parler à toutes et à tous, d'autant plus dans un monde chaque jour plus divisé par des haines nationales, ethniques et identitaires.

La guerre est à l'origine de l'ordre social actuel, basé sur des relations de domination, d'exploitation et d'oppression. Ceci est un point fondamental pour la FAI, tel qu'il est exposé dans le Programme anarchiste qui est la référence théorique de notre Fédération : "Ne comprenant les avantages qui pourraient venir à chacun de la coopération et de la solidarité, voyant en chaque autre personne un concurrent et un ennemi, une partie de l'humanité a essayé de saisir la plus grande quantité de richesse au détriment de l'autre. Dans cette lutte, bien sûr, le plus fort, ou le plus chanceux, devait gagner et soumettre et opprimer les vaincus de diverses manières".

C'est pour cela que nous maintenons notre position de refus de la guerre, en nous reconnaissant dans l'idée de défaitisme révolutionnaire. Par défaitisme, nous entendons une position révolutionnaire face à la guerre, adoptée par ceux qui luttent pour la défaite du gouvernement et des classes dominantes de leur propre pays, croyant que les guerres sont menées pour les intérêts et les privilèges des oppresseurs et des exploités. Au début du XXe siècle, et en particulier pendant la Première Guerre mondiale, certains gouvernements européens ont utilisé l'accusation de "défaitisme" contre toute forme de dissidence, d'opposition à la guerre, de protestation politique ou de lutte ouvrière qui briserait l'unité nationale face à l'ennemi. Le défaitisme n'accepte donc pas la trêve des luttes sociales imposée par les gouvernements en temps de guerre par la censure, la répression et la loi martiale. Au contraire, la lutte contre le gouvernement dans les conditions particulières de la guerre se poursuit, à la fois par le sabotage de la guerre et par l'encouragement aux luttes sociales. La position du défaitisme se situe dans une perspective internationaliste et révolutionnaire dans le but de provoquer la défaite de l'impérialisme de "son propre" pays, l'un de ses points fondamentaux étant le refus de soutenir une partie belligérante dans des guerres entre États et/ou blocs impériaux.

Des dizaines de guerres sont actuellement menées, avec leur charge de morts, de destructions, de viols, de pillages et d'exodes massifs. Au cours des quinze dernières années, la crise du système d'hégémonie mondiale basé sur la mondialisation a produit une tendance mondiale à l'autoritarisme et à la militarisation. La mondialisation en tant que forme de domination mondiale a longtemps assuré à l'impérialisme anglo-américain un rôle privilégié dans l'exploitation des ressources de la planète, avec le soutien des classes privilégiées des différents pays. L'entrée de la

Russie et de la Chine dans le Fonds monétaire international et dans l'Organisation mondiale du commerce a montré que les contrastes entre les puissances ne remettent pas en question la division de la société en classes et en des différentes hiérarchies.

Lors du congrès de la FAI tenu à Empoli en juin 2022, nous avons partagé un communiqué concernant la lecture de la guerre en Ukraine, dont nous citons une petite partie ici : "Au cours des dix dernières années, l'intensification des tensions entre les États, la guerre commerciale et financière, l'isolement progressif plus ou moins partiel des marchés, l'extension des conflits, directs ou par procuration, entre les puissances mondiales et régionales dans des différentes régions du monde, ont défini des nouveaux scénarios. Le modèle capitaliste imposé au siècle dernier par l'hégémonie américaine est toujours l'horizon dans lequel se déroule le conflit entre les États, mais le monde n'est plus dominé par une seule superpuissance. Les États-Unis ont perdu la guerre en Afghanistan, en Irak et en Syrie, et dans les dernières décennies ils ont vu leur influence en Amérique centrale et en Amérique du Sud se restreindre progressivement, dans ce qu'ils considéraient autrefois comme leur arrière-cour. L'accord AUKUS entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui réorientait la stratégie de ces États vers le Pacifique avec une alliance séparée, semblait remettre en cause la présence américaine en Europe et la cohésion sinon l'existence même de l'OTAN. L'invasion de l'Ukraine par la Russie s'inscrit donc dans un processus de redéfinition de l'équilibre des puissances au niveau mondial.

La crise de l'hégémonie est étroitement liée à la crise des systèmes de gouvernement et de cohésion sociale, car avec la coupe des garanties sociales et le faiblissement des mécanismes de consensus, avec l'émergence dans des nombreux pays de mouvements qui, sous des formes différentes, remettent en question les gouvernements et les accords entre les classes dirigeantes, l'usage de la force devient le principal outil de ces dernières pour préserver le pouvoir et l'ordre social. En ce sens, nous avons parlé ces dernières années d'un rôle croissant de l'armée dans les sociétés. Le soulèvement en Biélorussie en 2020 et le soulèvement au Kazakhstan en janvier 2022 ont mis en évidence la grave crise de consensus au sein du système dirigé par la Russie. Dans la tenue de l'OTSC, l'armée a pris un rôle fondamental. L'intervention militaire russe au Kazakhstan pour écraser le soulèvement populaire dans le sang en a donné une démonstration tragique et a ouvert la voie à l'invasion de l'Ukraine en février. Même aux États-Unis, les émeutes contre la police et contre la violence raciste de 2020 ont conduit début 2021 les dirigeants des forces armées à soutenir l'investiture de Biden comme président dans un climat de prélude de guerre civile, pour empêcher le suprémacisme violent de Trump d'exacerber irrémédiablement la crise du consensus."

Leur réponse à la crise est l'augmentation des dépenses militaires et le renforcement du rôle des forces armées dans les décisions politiques. Une fois sautés les mécanismes de régulation économique et politique qui établissaient la hiérarchie entre les puissances et le flux des profits vers les métropoles impérialistes, il leur est nécessaire de recourir à la guerre pour rétablir l'ancien équilibre ou en définir un nouveau. Dans le contexte de ce nouveau désordre mondial ce recours à la guerre et aux missions militaires est croissant, peu importe de quelle manière les gouvernements veulent les définir dans leur propagande.

De l'Ukraine au Yémen, des pays du Sahel au Myanmar, de l'Afghanistan au Tigré et ailleurs, en passant par toutes les régions où sont en cours des génocides tels que celui des Kurdes et ceux des peuples indigènes et afro-descendants, nous sommes tous potentiellement sous les bombes et sous la menace de la destruction, de la répression et d'un tournant autoritaire. Nous savons bien que les portes tournantes entre les soi-disant démocraties et les soi-disant autocraties peuvent tourner très rapidement, et que l'état de guerre réduit rapidement tout espace pour ceux qui veulent agir pour la transformation sociale. Nous donnons toujours notre solidarité humaine à ceux qui souffrent et risquent leur vie en se trouvant dans des situations difficiles, même s'ils ont des idées et des pratiques loin de celles que nous exprimons.

Cependant, l'anarchisme social brise les logiques impériales, capitalistes, nationalistes et autoritaires actuelles, et rejette les divisions imposées par les frontières. Le même concept d'intégrité territoriale ou de "défense" territoriale d'un État ou de toute entité qui aspire à l'être ne nous appartient pas car, associé au principe de la souveraineté

territoriale, il finit inévitablement par être lié à des perspectives nationalistes ou micro-nationalistes. Quelle que soit la signification du mot "nation", il cache la division entre exploité(e)s et exploiters, entre opprimé(e)s et oppresseurs.

Nous réitérons notre condamnation irrévocable et sans ambiguïté du régime poutinien et de son invasion criminelle de l'Ukraine, ainsi que de sa répression féroce de la dissidence interne. Mais nous condamnons également le rôle criminel de tous les gouvernements qui attisent les flammes de ce conflit et d'autres, en fournissant des armes et en gagnant de l'argent sur ces fournitures. Nous nous opposons avec la plus grande fermeté à l'OTAN, qui tente depuis des années d'imposer la militarisation de la vie sociale et l'augmentation des dépenses militaires dans les pays membres et qui, grâce à Poutine, s'est relancée après la fin inglorieuse de son agression contre l'Afghanistan. De la même manière, nous rejetons le récit d'une guerre entre liberté et dictature. De ce point de vue, l'Ukraine de Zelensky est vraiment une petite Russie, avec un gouvernement autoritaire, un cercle d'oligarques pillant le pays, une répression contre toutes les formes de protestation et contre les minorités, que la guerre a rendues plus dures. Aujourd'hui, Zelensky, pour rester au pouvoir, s'est endetté et vend son pays aux États-Unis, au Royaume-Uni et à l'Union européenne en échange de leur soutien militaire. La pénétration des intérêts occidentaux en Ukraine, d'ailleurs, n'est pas exclusivement liée à l'invasion russe qui a commencé le 24 février : les multinationales agroalimentaires, beaucoup américaines et une russe, contrôlent une partie du "grenier d'Europe" et son principal escale commercial dans le port d'Odessa depuis plus de 10 ans.

Les conséquences de cette guerre sont dramatiques des deux côtés du front. Elles sont désastreuses également pour le reste de l'Europe, avec la hausse des prix due à la spéculation, avec l'augmentation de la militarisation, le réarmement, la détérioration des conditions de vie de millions de prolétaires, la peur et la violence qui risquent de devenir des instruments dangereux pour des gouvernements autoritaires. Cette réalité est à nouveau perçue en Europe, mais elle était restée bien présente dans la plupart des régions du monde, accompagnée de la dévastation environnementale perpétrée par la logique du profit, des marchés et des États, qui menace la vie même de la planète où nous vivons.

Le premier engagement de celles et ceux qui s'opposent à la guerre est la construction et la diffusion de pratiques d'entraide telles que des réseaux de solidarité d'en bas pour répondre aux besoins immédiats des personnes qui souffrent le plus des conséquences du conflit, y compris le soutien alimentaire ou médical. Doivent y être également des réseaux de soutien pour ceux qui mènent des grèves, des sabotages et des désertions, ainsi que des réseaux transnationaux pour ceux qui se cachent ou fuient des deux côtés du front. Nous rejetons et voulons déconstruire les modèles patriarcaux et de domination imposés par le militarisme qui sont reproposés sans cesse par la propagande de guerre dans les médias officiels ainsi que dans les médias sociaux, qui placent toujours au centre les mêmes images du combattant masculin, robuste et jeune.

De plusieurs côtés, il est suggéré de prendre position (donc en effet de combattre) pour l'un des gouvernements qui s'affrontent dans cette guerre, comme si se ranger du côté de l'un ou de l'autre était inévitable.

Certaines épaves du marxisme pensent qu'on peut soutenir des impérialismes mineurs pour battre la menace dominante qu'ils estiment être celle "occidentale". Mais la stratégie consistant à jouer avec les puissances impérialistes pour aggraver leurs contradictions, ainsi que l'alliance entre le mouvement ouvrier et des forces nationalistes qui a caractérisé le stalinisme entre les deux guerres mondiales et même après, ont conduit à l'échec de toute perspective révolutionnaire et à la fermeture de toute marge d'action autonome des classes exploitées et opprimées.

D'autres interprétations suivent des approches différentes, et évaluent l'impérialisme russe comme un danger pour l'ensemble de l'Europe et même au-delà ; sur ces positions, il y a aussi des composantes d'orientation libertaire. Sans vouloir nier la menace posée par l'autoritarisme et le militarisme de la Russie, nous pensons que ce ne sera pas une défaite militaire de la Russie en Ukraine qui évitera des dégénérations autoritaires en Europe occidentale.

Les processus sociaux autoritaires qui sont évidemment dominants en Russie et dans les pays de l'OTSC se manifestent depuis des années dans l'Union européenne aussi, et la guerre leur donne maintenant une nouvelle accélération. De plus, la "démocratie" est toujours basée sur des conditions de privilège de la part de quelqu'un. La vision qui présente l'Union européenne comme un phare de la démocratie, identifiant en opposition la Russie, la Chine et leurs satellites comme les héritiers du totalitarisme combiné à un capitalisme sans scrupules est la quintessence d'un occidentalisme qui ne nous appartient pas.

Voilà nos positions, confirmant notre antimilitarisme dans une perspective internationaliste et révolutionnaire, qui doit être concrètement enracinée dans les luttes sociales et dans les réseaux de solidarité, pour créer des solutions collectives et libertaires en dehors du tourbillon de guerre dans lequel les États et le capitalisme mondial nous jettent. Voilà notre contribution au débat international contre la guerre. Nous pensons qu'une chose doit être claire avant tout : la lutte, avec ou sans armes, pour être efficace doit se faire et s'organiser d'en bas, en dehors des appareils des États, des gouvernements, et surtout des forces armées.

Les gouvernements belligérants ou cobelligérants eux-mêmes sont conscients que la guerre entraînera, en plus des massacres et de la dévastation dans les zones directement touchées, la misère, le chômage et la faim dans le reste du monde, y compris en Europe et aux États-Unis. Les gouvernements savent que les conditions d'une crise sociale sans précédent sont en train de mûrir, c'est pourquoi ils jouent le tambour du militarisme et du nationalisme : pour prévenir la solidarité des classes exploitées et opprimées.

Puisque les gouvernements sont les promoteurs et les bénéficiaires des guerres, pour arrêter les guerres, on doit effrayer ces gouvernements, car la seule limite au pouvoir arbitraire de tout gouvernement est la peur que les mouvements populaires arrivent à lui faire. Donc, l'opposition à la guerre fait partie de notre engagement quotidien à partir de la dénonciation et du boycott des productions de mort, et de la critique et de la déconstruction de la rhétorique militariste à partir de l'éducation et du langage militariste à tous les niveaux. Il est nécessaire de combattre la guerre et les armées avec une stratégie intersectionnelle qui sache identifier et contraster les liens entre le militarisme et d'autres formes d'oppression telles que le patriarcat, le racisme, le capitalisme et toute forme de chauvinisme, dans l'action collective ainsi que dans les relations personnelles.

Seule l'action des classes exploitées peut arrêter la guerre en boycottant son industrie, en rejetant la production, le trafic et le transport d'armes et de tout instrument de mort, en participant à des mouvements d'opposition aux installations et aux bases militaires, et en promouvant des grèves au niveau national et international contre la guerre et l'économie de guerre. Le mouvement anarchiste participe à ces luttes, de manière diversifiée selon les circonstances, avec la critique des idéologies militaristes et nationalistes, avec la construction d'organismes et de réseaux autogérés, avec la pratique de l'action directe, avec le soutien à toutes les formes de refus, d'objection et de désertion des massacres promus par le Capital et l'État.

Nous sommes convaincues et convaincus plus que jamais de la validité du principe anarchiste selon lequel les moyens doivent être cohérents avec les fins. Il n'y a pas de bonnes guerres ou de guerres justes, et en ces temps de folie nationaliste et souverainiste croissante, nous croyons que nous ne devons jamais nous ranger du côté des gouvernements ou prendre part à des guerres entre des États et des blocs impériaux. On ne meurt pas et encore moins on tue pour la souveraineté territoriale. Les guerres sont toutes des crimes et les armées (y compris leurs corps auxiliaires) sont autant d'instruments d'exploitation, de patriarcat et de domination étatique plus ou moins "légitime" sur les territoires et sur les corps des individus. Nous ne reconnaissons aucune de ces légitimités territoriales et nous ne sommes pas disposés à nous battre pour l'une ou l'autre d'entre elles.

L'histoire nous montre que les guerres sont traditionnellement menées pour entraver l'action des classes exploitées et des classes populaires qui visent leur émancipation. Il est donc fondamental que l'anarchisme soit mobilisé maintenant contre la guerre, en dehors de et contre toutes les institutions militaires. Notre force réside d'abord dans

la circulation des idées et dans la défense des espaces de production et de circulation de la pensée critique, pour promouvoir l'unification des mouvements pacifistes et antimilitaristes dans un front de lutte contre les gouvernements. La capacité du mouvement anarchiste de rester cohérent dans la lutte contre la guerre est la condition pour activer les pratiques, l'organisation et les idéaux libertaires parmi les classes exploitées et opprimées qui sont les premières à subir les conséquences des guerres. Sur cette base, il sera possible un nouveau protagonisme qui donne une solution différente à la crise, dans la perspective de construire une société libertaire.